



## DÉCISION DU MAIRE N° 2023-007

### Contrat pour une prestation musicale

*Prise en application de la délibération n°22-14-04 du 1<sup>er</sup> octobre 2022*

La Maire,

Vu Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération du conseil municipal n°22-14-04 du 1<sup>er</sup> octobre 2022 portant délégation de compétences au Maire,

Considérant que la Ville de Courdimanche organise un carnaval le samedi 18 mars 2023,

## D É C I D E

### **ARTICLE 1 :**

La signature d'un contrat pour une prestation musicale à l'occasion du Carnaval de Courdimanche, avec Mr Anthony FREITAS, domicilié 57 avenue des Marais, 95130 FRANCONVILLE, dans les conditions décrites dans le contrat

### **ARTICLE 2 :**

La déambulation nommée « Dj Freitas » aura lieu le samedi 18 mars 2023, de 9h00 à 13h30 sur la ville de Courdimanche.

### **ARTICLE 3 :**

Le montant de la prestation s'élève à la somme totale de 600 € TTC.

### **ARTICLE 4:**

Les crédits relatifs au paiement sont inscrits au budget communal de l'année 2023.

**ARTICLE 5 :**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Maire et communication en sera faite aux membres du Conseil municipal.

**ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services et le comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val d'Oise,
- Monsieur le comptable public,
- L'intéressé(e)

Fait à COURDIMANCHE, le jeudi 26 janvier 2023

*Sophie MATHARAN*



Maire de Courdimanche

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).